

<http://ugtg.org/spip.php?article1323>



Haiti : La crise de choléra n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Par Leslie Péan

- International -



Date de mise en ligne mardi 2 novembre 2010

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



Dans La danse sur le volcan [1] Marie Vieux-Chauvet montre qu'au moment où le rideau tombe, les contradictions explosent à Saint Domingue. Le volcan de la révolte des esclaves est entré en éruption répandant ses poussières toxiques dans l'environnement. Et ceux qui dansaient sur le volcan pendant plus de trois siècles ont été consumés par la lave.

Depuis cette indépendance gagnée sur les champs de bataille en 1804, Haïti fait face à une autre éruption volcanique qui détruit progressivement tout son écosystème. Embargos, exportations de bois et ignorance de la population ont conduit à une destruction écologique sans précédent. Le système politique colonial qui obligeait à "se cacher pour apprendre à lire" a muté en une postcolonialité qui s'est attaquée à la nature. Le volcan aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les failles qui annoncent les ruptures et les effondrements mais ce sont aussi les déchets matériels et humains qui risquent d'engloutir Haïti.

L'État haïtien en réappropriant la politique coloniale de déshumanisation de l'Autre a laissé la grande majorité de sa population vivre dans des conditions infra-humaines sans accès à la nourriture, la santé, l'eau potable, le logement, l'éducation, l'assainissement et l'électricité.

La politique est restée le lieu d'élection pour les prébendes de toutes sortes. Faute de conscience, elle n'est mue que par la recherche du pouvoir à des fins d'enrichissement illicite, la classe politique a assumé cette politique d'irresponsabilité et de propagation du vide existentiel. Passage de l'être au non-être. Pour assurer la continuité de ce non-sens, la classe politique a confisqué les libertés citoyennes, assassiné tous ceux qui veulent d'un autre ordre de choses et bâillonné la population sous le règne d'une terreur dont le duvaliérisme constitue la forme la plus avancée. Les trente ans de duvaliérisme concentrent la dégradation de l'âme haïtienne et constituent la culmination d'une catastrophe dont nous vivons en 2010 les effets délétères. Les semences de l'arbitraire qui ont été plantées au cours de ce régime d'enfer ont germé et ont donné naissance à une déréliction généralisée particulièrement dans le domaine de l'environnement.

L'ethos de l'arbitraire du **Nou fè sa nou pi a pito** a gagné et est devenu irréversible. L'organisation du délitement de l'État dans les secteurs stratégiques de la société a été un acte délibéré des tenants du pouvoir pour chasser les opposants et avoir le champ libre pour organiser leur curée. Ce délitement de l'État s'est fait à travers la centralisation excessive de toutes les décisions à la capitale, sinon au Palais national, et l'exode des cerveaux, quand ce n'est pas leur élimination physique. Ces deux registres ont été jalousement gardés depuis février 1986, par-delà les incantations des nouveaux chercheurs de pouvoir, au point de se retrouver avec des parlementaires qui discutent de « deux kilogrammes de routes bitumées » pour leur circonscription.

Telle est la triviale vérité de la mise à mort de la société haïtienne. Tout le reste n'est que la continuité, par vagues de variations et de répétitions modulées, de cette putrescence.

Le champ de ruines laissé par le duvaliérisme

L'acceptation résolue du pire se voit particulièrement dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable, de l'environnement et de l'assainissement. Les décennies perdues ne se comptent plus. De 1990 à 2000, la population ayant accès à l'eau potable a diminué de 53% à 46% [2].

Les famines sont devenues récurrentes au point de provoquer des émeutes de la faim en 2008. Le commerce du charbon de bois organisé par les tontons macoutes a conduit à la quasi disparition de la couverture végétale qui n'est plus que de 1.5% aujourd'hui. Les continuateurs des tontons macoutes ont répété les mêmes pratiques. Tout comme ils le font avec le commerce clandestin des travailleurs haïtiens vers la République dominicaine, ils étendent leurs pratiques à d'autres secteurs dont celui du commerce de charbon de bois. En effet, plus de dix camions transportant 105 000 kilos de charbon de bois traversent la frontière haïtiano-dominicaine chaque semaine vers Haïti [3].

Les déchets toxiques de la corruption

Le champ de ruines laissé par les Duvalier est systématiquement cultivé par ses successeurs. On sait comment en décembre 1987, la mafia haïtienne liée aux trafiquants internationaux a accepté que près de 4 000 tonnes de déchets toxiques soient placés sur le wharf de la SEDREN près des Gonaïves dans l'Artibonite. Ces 4 000 tonnes de déchets toxiques provenant de la ville de Philadelphie ont été amenés par le bateau *Khian Sea*. Les souffrances que les déchets toxiques créent aux Haïtiens sont le cadet des soucis des entrepreneurs de la *Corporate America* et de leurs associés mafieux haïtiens. Il y a un marché de produits toxiques avec des vendeurs et des acheteurs et c'est le plus important. Pour cette mafia, il faut vivre maintenant, ceux qui viendront après se débrouilleront. Malgré les protestations de nombreuses organisations haïtiennes et internationales, les autorités américaines ont refusé de rapatrier les déchets toxiques en Philadelphie.

Les Haïtiens responsables de ce crime odieux commis sous le gouvernement du général Henri Namphy n'ont jamais été poursuivis. Vive la corruption ! Il a fallu bien des protestations pour qu'enfin en mars-avril 1989, le gouvernement haïtien finisse par construire un sarcophage de 1 250 mètres carrés en béton pour loger les 850 mètres cubes de déchets poisseux qui ont permis à quelques personnes de se faire des millions de dollars au détriment de la santé des populations haïtiennes du Bas-Artibonite. Les barils de déchets ont été enfouis mais la cendre toxique laissée sur les plages ne sera enlevée que quinze ans plus tard, soit en 2002. Les règles du marché basées sur les normes sociales qu'il y a des gens qu'on peut traiter comme des animaux ont fonctionné à merveille. Les produits toxiques chimiques ont affecté la santé de plus de 5 000 personnes vivant près du site où ils ont été placés. Également, ils ont causé la mort des poissons, cabris et autres animaux qui ont mangé l'herbe empoisonnée par les toxines provenant des déchets. On peut enquêter pour savoir qui de la communauté internationale est persuadé qu'Haïti ne peut pas se payer le luxe d'un environnement sain !

Ce n'est pas assez que l'empire ait dévoyé la révolution haïtienne de 1804. Il doit surtout entretenir ce dévoiement de mille façons avec la complicité des Haïtiens. Assez pour devenir autiste ! En effet les Haïtiens semblent accepter l'interdiction de penser qui leur est faite, surtout sur la litanie des horreurs dont ils sont victimes depuis leur fameuse révolution d'indépendance.

La mécanique bouffonne de l'État marron

Les déconvenues sanitaires actuelles avec la crise de choléra ont donc des antécédents qu'on ne saurait ignorer. L'accès à l'eau potable demeure un privilège pour la grande majorité des Haïtiens qui se désaltèrent au petit bonheur. L'offre d'eau potable ne peut pas satisfaire une demande en hausse. Dans le secteur de l'alimentation en eau potable, les tontons macoutes en tant que gestionnaires des bornes-fontaines dans les quartiers populaires ont bâti des murs dans les cervelles qui résistent à toute chute [4].

La Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP) qui avait été créée pour servir une population de 250 000 habitants dans la capitale et ses environs n'a pas su s'adapter à la croissance exponentielle de la population à partir de 1980. La CAMEP n'a pas pu faire les investissements nécessaires pour couvrir une population de plus de deux millions d'habitants. Au cours de la dernière décennie, c'est grâce au financement de cinq millions d'euros octroyés par l'Agence Française de Développement (AFD), la KFW et l'Union Européenne que 500 000 habitant logeant dans 37 quartiers pauvres de la capitale ont pu avoir accès à l'eau potable à partir de bornes-fontaines.

La CAMEP n'a jamais pu avoir 40 000 branchements particuliers, soit 10% des ménages. C'est aussi le cas avec le Service National de l'Eau Potable (SNEP) qui sert le reste du pays et les zones rurales. En réalité, moins de 2% de la population sont desservies par ces deux entités publiques. La CAMEP et le SNEP font partie de la mécanique bouffonne de l'État marron qui prétend exister. Les conseils d'administration de ces deux entités ne se sont jamais réunis pendant une décennie. [5]

Les comptes d'exploitation de ces deux entités ont été généralement négatifs. Dans le cas de la CAMEP, le compte d'exploitation a affiché des pertes annuelles qui ont atteint les montants records de 44 millions de gourdes en 2003 et 33 millions de gourdes en 2004. Ces compagnies publiques d'eau n'ont pas pu faire des investissements sur fonds propres et elles ont été obligées de recourir à des subventions pour couvrir leurs frais de fonctionnement. Les tontons macoutes qui contrôlaient les bornes-fontaines dans les différentes zones de la capitale ne voulaient pas de la CAMEP. La mafia de ces tontons macoutes a donc organisé l'incapacité du secteur public à subvenir à la demande en eau potable en donnant naissance à un commerce privé lucratif qu'ils ont alimenté avec leurs forages privés et leurs camions-citernes.

Le bokit dlo et la CAMEP

Le sort des populations rurales n'a pas été différent. 95% des populations rurales s'approvisionnent en eau dans les rivières et dans les puits individuels pollués à cause de leur proximité des fosses d'aisance. En 1999, la *bokit dlo* (soit 20 litres) se vendait une gourde alors que l'abonnement mensuel auprès de la CAMEP coûtait dix gourdes par mètre cube (soit 50 *bokits*) [6]. Ces prix ont depuis grimpé et la *bokit dlo* est aujourd'hui à cinq gourdes tandis que le forfait mensuel est de 400 gourdes pour cinq heures de temps une fois par semaine, soit 2000 gallons. La *bokit dlo* coûte six fois plus cher le prix que payent ceux qui sont raccordés au réseau [7].

Mais en plus du prix fort payé par les gens à faible revenu et les pauvres, le risque de cette forme de privatisation sauvage du service public de l'eau vient de l'absence de tout contrôle de la qualité de l'eau vendue dans ces conditions. En effet, l'insalubrité s'est propagée à un tel rythme au point de devenir une situation normale. Avec l'accroissement de la population, les déchets solides qui étaient de 3 100 mètres cubes par jour en 1995 ont pratiquement doublé en 2010. C'est aussi le cas avec les déchets humains. De 2 000 tonnes par jour en 1996, ces déchets humains ont pratiquement atteint 4 000 tonnes aujourd'hui. Or ces déchets tant solides que humains ne sont pas traités car il n'existe pas une usine de traitement de déchets. 70% de ces déchets sont essentiellement évacués par les pluies. Dans le cas de la capitale, du fait que les réseaux de drainage sont obstrués, cela cause des inondations avec les conséquences négatives sur la santé des populations. Comme l'explique Gérald Holly, « *ces inondations continues de la ville sont dangereuses sur le plan de l'hygiène vu que les eaux contiennent des ordures ménagères et des déchets humains qui s'infiltrent dans le réseau de distribution potable, soumis à une pression interne régulière du fait que les canalisations se trouvent en surface de nombreuses rues* [8]. »

La politique excrémentielle

La politique du *tout voum se do* (tout se vaut) a produit un abîme excrémentiel avec les constructions anarchiques et l'absence de dirigeants ayant un esprit positif pour permettre de remonter la pente.

En 1966, selon la CAMEP, il y avait à la capitale 34 000 latrines, 13 000 WC et 50 fosses septiques. En 1976, il y avait 58 000 latrines selon la PADCO [9], soit 11 personnes par installation. Mais ces statistiques ne reflètent pas le fait « qu'une fraction importante de la population à faible revenu ne disposait d'aucune installation ... et utilisait les champs en friche et les canaux de drainage pour se soulager [10]. »

La descente dans l'abîme avec la politique excrémentielle s'est poursuivie. La continuité de celle-ci est diabolique. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de 1990 à 2002, le taux de couverture de l'évacuation des excréta en milieu rural est seulement 25 %. Mais il est encore plus alarmant de constater que de 1990 à 2008, selon le Fonds Monétaire international (FMI), le pourcentage de la population ayant accès à l'assainissement a diminué de 29% à 19% en Haïti [11].

Le problème fondamental avec l'État marron autoritaire faible haïtien est que l'abîme qu'il crée se creuse quotidiennement. La société est dévoyée avec le système d'apartheid qui considère la grande majorité des Haïtiens comme des déchets. La politique excrémentielle impose de vivre au milieu des matières fécales, dans une situation hygiénique déficitaire. Les excréments pullulent dans le sol, sur la chaussée et les dirigeants politiques semblent respirer leur odeur avec plaisir au point de se demander si cela n'a pas remplacé leur matière grise. La conscience du problème fait défaut. Il importe d'empêcher qu'Haïti devienne un réservoir à matières fécales en mettant de côté pour un certain temps les dirigeants qui persistent dans l'arbitraire du *nou fè sa nou pi pito*. La continuité n'est pas recommandée. Il faut même la contrecarrer.

Au sujet des matières fécales, il faudra attendre le temps que les germes coliformes meurent comme c'est le cas dans les fosses de dessiccation pour les excréments. C'est d'ailleurs la recommandation de l'OMS en ce qui concerne l'utilisation des eaux usées et des excréta dans l'agriculture [12].

L'économie politique de la crise de choléra

En clair, quatre Haïtiens sur cinq n'ont pas accès aux services d'assainissement. Et dans l'Artibonite où la crise de choléra a éclaté, le taux de couverture d'évacuation des excréta n'est que de 14.9% [13].

L'insuffisance de la préoccupation hygiénique que représente ce 14.9% doit retenir l'attention. La crise de choléra n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel bleu. C'est l'absence de dirigeants à la hauteur qui explique qu'ils n'ont pas vu venir. Et l'état de mal se propage. C'est aussi le cas à Port-au-Prince où les matières fécales sapent les bases du système sanitaire. Comme le souligne Pascal Saffache en 2002, « les camions citernes qui alimentent les puits s'approvisionnent au forage de la Plaine du Cul-de-Sac, c'est-à-dire dans une zone où la nappe phréatique est en contact direct avec les fèces [14]. »

C'est un sort funeste auquel sont reléguées les populations haïtiennes et pas seulement les pauvres. Le sort du tombeau à ciel ouvert. La réalité de la condition haïtienne demande de sortir de ces égarements pour fonder une autre raison d'espérer. Et pour cela, il faut un autre gouvernement, un autre État. La continuité est une malédiction qui ne mène qu'à la mort. La vulnérabilité sanitaire de la population est grande. Les bactéries continuent de vivre dans les excréments. Sur 40 à 50 milliards de bactéries coliformes excrétées par un homme en moyenne chaque jour, 50 % seraient encore vivantes [15].

Une dépendance carabinée

L'eau consommée n'ayant pas été désinfectée et les sources n'étant pas protégées [16], il y a donc possibilité d'épidémie de choléra à tout moment. Tout en précisant la nécessité urgente d'activer les secours pour juguler l'épidémie actuelle et mettre fin au cauchemar de la désolation des victimes du choléra, il importe de pointer du doigt le gouvernement qui est responsable du calvaire qu'endure la population. Quand on ne fait pas cela, *se lave men siye a tè*. Nombre d'études ont tiré la sonnette d'alarme que des épidémies étaient possibles surtout après le 12 janvier. Mais le gouvernement ne gouverne pas.

Il faut aussi investiguer pour déterminer le rôle joué par les soldats népalais de la MINUSTAH dans le déclenchement de la crise. À ce titre, il convient d'attirer l'attention sur deux photos, pour le moins bouleversantes, qui circulent depuis quelques jours sur le réseau internet. On voit sur l'une d'elles un camion déversant des eaux usées dans la rivière Mireille sous la surveillance de casques bleus népalais armés. La seconde nous montre comment les blocs sanitaires et toilettes de la base des Népalais à Mirebalais sont installés à moins de deux mètres de la rivière [17].

On peut comprendre le haut débit de colère des Haïtiens devant de telles pratiques, mais en réalité elles demeurent la goutte d'eau qui a fait déverser le vase. Les conditions préalables à une action sérieuse en matière d'approvisionnement en eau potable et en assainissement n'existent pas dans le gouvernement actuel. Le champ de vision de ces dirigeants est trop limité et n'inclue pas de financement et de budget décentralisé, d'institutions autonomes et indépendantes, de charges d'effluents en rapport avec les prévisions démographiques.

Nous dansons sur le volcan, enchaînés à notre pétrin. Prisonniers dans une terre de liberté que les appétits effrénés de pouvoir des dirigeants ont transformé en un *no man's land*. La crise de choléra indique comment l'aide de la communauté internationale d'une moyenne annuelle de 300 millions de dollars, soit 30 dollars par tête, depuis 1980, n'a pas pu faire une grande différence [18].

La stratégie pour la reconstruction d'Haïti qui croit pouvoir faire sortir ce pays des ornières de la destruction, de la pauvreté et de l'instabilité en 2030, avec des investissements annuels de 350 dollars par tête, gagnerait à être revue. Les incohérences globales relevées dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement ne sont que la pointe de l'iceberg d'un système qui fonctionne dans l'opacité. Pour le gouvernement haïtien, « le droit des citoyens à être informés de son action [19] », pour répéter Marc Bazin, est un anathème. Le pouvoir a besoin de l'asymétrie de l'information, cultivée à des fins de monopole et de prébendes, pour changer ses priorités comme il l'entend, et pour que les fonds attribués au financement de certaines activités spécifiques soient versés ailleurs.

De manière générale, on sait comment « en raison de l'absence de fosses septiques, les populations se soulagent en bordure de mangrove, dans les lits des rivières ou en bordure côtière [20] ». Cette situation a même porté l'Union Européenne à financer au Cap-Haïtien en juin 2010 un programme éducatif pour dire à la population de ne pas déféquer en plein air dans les rues. Sur des affiches et sur le petit écran, on pouvait lire sur la bande passante : « Pa jete pou pou nan lari, pa pou pou bo lanme ak bo ravine. Pou pou nan latrine. Moun paka viv nan sa. (Ne pas jeter des excréments humains dans la rue. Ne pas déféquer au bord de la mer. En cas de besoin aller dans une latrine [21].) Des comportements qui reflètent une dégradation de soi. Une destruction de ses racines.

Voilà le niveau de décrépitude auquel la politique *kan kale* des tontons macoutes et de leurs successeurs a conduit Haïti.

Une politique excrémentielle d'hommes et de femmes au pouvoir qui sont toujours à l'oeuvre dans la continuité pour manoeuvrer les rouages pouvant assurer le *apre nou se nou*. Ces gens-là sont les responsables du malheur du

peuple haïtien. La ficelle de la continuité qu'ils proposent est en fait la corde avec laquelle ils veulent ligoter le peuple haïtien pour le descendre dans la tombe. Nous sommes loin de simples grossièretés langagières de carnaval mais plutôt en plein dans une dépendance carabinée qui rend service aux courants racistes de la communauté internationale. Cette réflexion me ramène à ce dialogue des années 1980 entre Jacques Cousteau et un paysan qui abattait un arbre fruitier pour faire du charbon de bois.

â€” Qu'arrivera-t-il, demande Cousteau, lorsque vous auriez abattu tous les arbres du pays ?

â€” Ce sera la fin du monde, répond le paysan.

â€” Non, rétorque Cousteau ! Ce ne sera pas la fin du monde, mais la fin de ton monde.

Leslie Péan [\[22\]](#)

Vendredi 29 octobre 2010

Source : [AlterPresse](#)

Post-Scriptum

Lire aussi : [Epidémie de choléra en Haïti : La Minustah responsable ?](#)

[1] Marie Vieux-Chauvet, La danse sur le volcan, Paris, France : Maisonneuve & Larose et Emina Soleil, 2004.

[2] Rapport sur le Développement Humain, PNUD, New York, 2004.

[3] Nathaniel Gronewold, HAITI : Environmental destruction, chaos bleeding across border, Washington, D.C., Environment & Energy Publishing, Greenwire, 12/14/2009.

[4] Bruno Valfrey, Les opérateurs privés du service de l'eau dans les quartiers irréguliers des grandes métropoles et dans les petits centres en Afrique Burkina Faso, Cap-Vert, Haïti, Mali, Mauritanie, Sénégal - Rapport Port-au-Prince, Hydro Conseil, 1997, p. 42.

[5] World Bank, Project Appraisal Document on a proposed grant in the amount of SDR 3.4 million (US\$5 millions equivalent) to the Republic of Haiti for a Rural water and sanitation project, Washington D.C., December 21, 2006, pp. 28-29.

[6] éronique Verdheil, "De l'eau pour les pauvres à Port-au-Prince, Haïti", Paris, Mappemonde, numéro 55, 1999, p. 16.

[7] En considérant qu'un mètre cube est égal à 50 bokits et que le mètre cube est égal à 264 gallons, il faut à peu près 400 bokits pour 2000 gallons qui coutent 400 gourdes. La CAMEP vend donc la bokit d'eau à une gourde tandis que les vendeurs d'eau privés la vendent à cinq gourdes. Cette marge supérieure tient compte des coûts de production des forages privés, du transport par camion, du stockage en citerne et de la marge du porteur d'eau.

[8] Gérald Holly, Les problèmes environnementaux de la région métropolitaine de Port-au-Prince, Collection du 250e anniversaire, Port-au-Prince, 1999, p. 67.

[9] PADCO est une firme internationale de consultants basée à Washington ; D.C. et qui se nomme aujourd'hui AECOM.

- [10] Gérald Holly, "Adduction d'eau, assainissement et santé : une relation étroite", Montréal, Collectif Paroles, numéro 17, avril 1982, p. 13.
- [11] « Haiti : Sixth Review Under the Extended Credit Facility, Request for Waiver of Performance Criterion, and Augmentation of Accessâ€"Staff Report", IMF Country Report No. 10/35, Washington, D.C., February 2010, p. 28.
- [12] Duncan Mara and Sandy Cairncross, Guidelines for the safe use of wastewater and excreta in agriculture and aquaculture, World Health Organization in Collaboration with the United Nations Environment Program, Genève, 1989.
- [13] Paulo Texeira "Donnes sur le secteur de l'eau potable et de l'assainissement", dans Actes de la Conférence-Débats Agir ensemble pour une gestion plus efficace de l'eau potable et l'assainissement en Haïti, Organisation Panaméricaine de la Santé, Bureau Régional de l'Organisation Mondiale de la Santé (OPS/OMS), Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), Port-au-Prince, Haïti, 9 novembre 2005, p. 14.
- [14] Pascal Saffache, "Eau potable et sous-développement : le cas de la région métropolitaine de Port-au-Prince (Haïti)", Ecologie et Progrès, Givors, France, 2002.
- [15] Ary Bordes et Andrea Couture, For the people, for a change : bringing health to the families of Haiti, Boston, Beacon Press, 1978.
- [16] Daniele Lantagne, Farzana Mohamed, Peter Oates, and Nadine van Zyl, Haiti Group Report M. Eng. MIT, Boston, 2001, p. 17.
- [17] Voir la photo et le reportage d'Al Jazeera dans les liens suivants : <http://fr.news.yahoo.com/3/20101028...>
<http://www.youtube.com/watch?v=IKu7...> .
- [18] World Bank, Haiti - Country Assistance Evaluation, Operations Evaluation Department, Annexe A, Washington, D.C., February 12, 2002, p. 26.
- [19] Marc Bazin, Sortir de l'impasse - Démocratie, réformes et développement, Imprimerie Deschamps, 2006, p. 144.
- [20] Pascal Saffache, "Le milieu marin haïtien : chronique d'une catastrophe écologique », Études caribéennes, décembre 2006.
- [21] Réseau Citadelle, « Cap-Haïtien : L'U.E. finance une campagne contre les excréments humains », Cap-Haitien, 26 Juin 2010.

[22] Leslie Jean-Robert Péan

Économiste haïtien

Né en 1949 en Haïti, Leslie J.-R. Péan a fait ses études universitaires d'économie à l'Université de Strasbourg et a obtenu sa maîtrise en économie à Rutgers University dans le New Jersey aux États-Unis d'Amérique. Il a été économiste senior à la Banque mondiale où il a été en charge du développement de projets dans les secteurs de l'infrastructure, de travaux d'intérêt public, d'approvisionnement en eau potable, de nutrition communautaire, et de développement urbain. Consultant international, Leslie Péan a travaillé pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et la Banque Inter Américaine pour le Développement (BID). Leslie Jean-Robert Péan publie aussi des articles dans les journaux et revues haïtiens et étrangers.